

# Passerelles Synthèse

*Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable*

**Volume 12• Numéro 5, 21 Mars 2011**

<b>LIGNE DE FOND.....</b>	<b>1</b>
OMC : Peut – on avoir de nouveaux textes d’ici pâques ?.....	1
<b>NOUVELLES DE L’OMC.....</b>	<b>2</b>
OMC/DOHA : les questions sont effleurées aussi bien dans l’agriculture que dans l’AMNA... 2	
ADPIC: Le Conseil se penche sur la biodiversité et l’accès aux médicaments. ....	3
<b>SUR LE FIL.....</b>	<b>4</b>
IVème Sommet des Nations-Unies pour les PMA : Des divergences apparaissent dans les négociations vers Istanbul.....	4
L’agro-écologie pour nourrir la planète .....	6
<b>NOUVELLES REGIONALES .....</b>	<b>7</b>
L’UE appuie la CEDEAO pour la mise en place d’un marché commun.....	7
<b>EVÉNEMENTS.....</b>	<b>7</b>
<b>PUBLICATIONS .....</b>	<b>8</b>

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsable de publication : Cheikh Tidiane DIEYE (Coordonnateur); Bathie CISS (Rédacteur Principal), Aissatou DIALLO (Rédactrice).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d’ICTSD ou d’ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d’ ICTSD.

## LIGNE DE FOND

### OMC : Peut – on avoir de nouveaux textes de modalité d’ici pâques ?

Le 08 mars, le comité de négociations commerciales s’est réuni sous la présidence du DG de l’OMC Pascal Lamy. Ce fut une réunion informelle qui a fait le point sur l’état des négociations.

Un nouveau deadline a été avancée pour une finalisation des textes. Le souhait de Lamy est d’avoir des textes finis d’ici les fêtes de pâques, donc d’ici la fin du mois d’avril. D’ici le mois d’avril, les négociateurs doivent trouver des convergences sur les points de discord au niveau principalement de l’agriculture mais aussi de l’AMNA, sans oublier les autres sujets.

Mais le constat est que les négociations traînent toujours. Au rythme où vont les discussions, l’objectif affiché ne sera pas atteint. Cette conviction est partagée aussi bien par les fonctionnaires de l’OMC, le DG en tête, que par les Ambassadeurs.

Lamy avait développé une stratégie appelée « cocktail » qui était un mélange des différentes dynamiques. Les réunions informelles sont mélangées à des consultations en petits groupes pour instaurer une atmosphère constructive entre les délégations. Cette méthode appliquée depuis 2010 n’a pas donné de résultats suffisants. Elle n’a pas été « suffisamment efficace pour stimuler l’élaboration d’un accord de fond ».

### ***Une question de fond ou de forme ?***

Si certains pensent que les discussions sont bloquées au niveau de l'approche et de la méthodologie, d'autres estiment qu'il se pose un problème de fond. « Nous n'avons pas un problème de processus mais un problème de fond », avait déclaré un Ambassadeur au début du mois de Mars.

Aujourd'hui, un bon nombre de représentants des PMA et des PED dénoncent d'une part la fréquence des réunions, arguant qu'ils ne disposent pas de suffisamment de ressources pour participer à toutes ces consultations, d'autre part dénoncent le fait de traiter plusieurs sujets simultanément. Les ressources aussi bien humaines que financières font défaut à ces pays.

Une autre inquiétude soulevée était relative à l'élargissement des accords établis en petits groupes en réunion. En effet, la question se pose de savoir si les accords issus des consultations des Présidents de Comité et du DG même de l'OMC peuvent lier les autres délégations.

### ***De la nécessité d'avoir des textes***

Tout compte fait, l'objectif est d'avoir des textes nouveaux ou révisés d'ici les fêtes de pâques. Il s'agira de revoir les points de divergences des textes qui étaient publiés en 2008. Ce sont ces projets qui font l'objet de révision. Mais les dispositions qui font l'objet de divergences dans ces textes sont encore trop grandes. Les négociations au niveau des comités doivent ainsi permettre de faire suffisamment de rapprochement pour qu'on puisse envisager un accord global. D'ici les fêtes de pâques, les comités doivent livrer des textes nouveaux ou révisés, sur différents sujets et d'autres projets juridiques. Si cette étape est franchie, il faut envisager une rencontre au sommet d'ici à juin ou juillet pour espérer boucler le Cycle de Doha à la fin de l'année.

*Synthèse ENDA*

## **NOUVELLES DE L'OMC**

### **OMC/DOHA : les questions sont effleurées aussi bien dans l'agriculture que dans l'AMNA**

Les négociations sur les produits non agricoles constituent aujourd'hui avec celles sur l'agriculture les deux processus les plus en vue dans ce Cycle de Doha. Ces discussions avaient comme base de travail les projets de textes que les différents présidents avaient déposés sur la table de négociation. Aujourd'hui, l'objectif est d'avoir des textes révisés comportant suffisamment de convergences d'ici la fin du mois d'avril.

Si on note une avancée sur certaines questions de forme aussi bien dans l'agriculture que dans l'AMNA, il faut remarquer que le rythme de travail ne satisfait pas toutes les délégations.

Dans le domaine de l'agriculture, les travaux sont très avancés sur les données de base et l'exercice de vérification semble être en bonne voie à en croire le DG de l'OMC. Il s'agit, d'examiner les données de bases requises par le projet de « modalités » actuel dans une première étape et « sur la base des résultats, élaborer des « modèles » ou formulaires vierges qui seront utilisés pour les engagements résultant des négociations du Cycle de Doha et pour toute donnée explicative nécessaire ».

Sur ce point précis, le DG Pascal Lamy a indiqué lors du dernier comité de négociation commerciale que « des projets de modèles sont actuellement présentés et examinés pour chacun des trois piliers » les subventions, l'accès au marché et la concurrence.

Poursuivant son analyse, il estime que : « La compilation des données relatives à la valeur de la production, essentielles pour calculer les engagements en matière de soutien interne, est pratiquement finalisée ».

En cette période, les délégations sont concentrées sur les questions suivantes : la simplification des

tarifs, la création de contingents tarifaires et le mécanisme de sauvegarde spéciale. Il faut rappeler que toutes ces questions étaient mises entre crochets ou autrement annotées dans les documents de 2008.

Dans le même temps, certaines questions font l'objet de légères évolutions dans le groupe AMNA malgré les grandes divergences entre les principaux intervenants comme les EU, le Japon, la Chine, le Brésil et l'Inde. Selon le DG de l'OMC, « une première lecture de la partie du projet de modalités concernant les droits de douane et, à l'exception des questions identifiées dans le rapport du Président au CNC de mars 2010 » a été faite.

Il s'agit dès lors de procéder à des consultations pour plus de résultats sur cette question. S'agissant des autres sujets tels que les Obstacles non tarifaires (ONT), de petits groupes de discussions ont été mis en place pour que les légers progrès puissent s'amplifier. Ce travail a débouché sur « un document de travail » qui a été présenté à l'ensemble des Membres la semaine dernière.

D'autres petits groupes se sont penchés sur le texte récapitulatif sur la transparence et sur l'étiquetage des textiles.

Parmi les questions qui sont très loin des convergences il faut citer les produits re-manufacturés et les normes internationales. Pour le premier point, un texte a été présenté mais les positions restent très éloignées.

---

### **ADPIC: Le Conseil se penche sur la biodiversité et l'accès aux médicaments**

La protection de la diversité biologique et les conditions d'accès aux médicaments pour les pays n'ayant pas de capacité de fabrication ont été au cœur des discussions du Conseil des ADPIC. Mais les pourparlers sur ces deux questions cruciales pour les pays en développement n'ont pas connu de réels progrès.

Lors de sa session du 1<sup>er</sup> mars, le Conseil s'est penché sur l'utilisation d'un système destiné à faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments brevetés et sur le fait de savoir s'il faut modifier les règles de l'OMC pour exiger des demandeurs de brevet la divulgation de l'utilisation de tout matériel génétique dans une invention. Ces exigences de divulgation ont été une demande de longue date par de nombreux pays en développement, soutenus par un certain nombre de pays développés.

#### *La biodiversité et les ADPIC*

Le Conseil des ADPIC a passé l'essentiel de son temps à étudier la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique. Les débats ont porté sur trois points: le statut du secrétariat de la CDB (convention sur la biodiversité) au Conseil des ADPIC, une proposition de la Bolivie visant à exclure de la brevetabilité des formes de vie, et une proposition visant à ajouter une "exigence de divulgation" à l'Article 27.3 (b) pour compenser son absence dans le Protocole de Nagoya.

Sur le statut de la CDB, de nombreux membres de l'OMC, et particulièrement les pays en développement comme le Brésil, l'Afrique du Sud, et l'Inde, ont plaidé pour la participation d'un représentant du secrétariat de la CDB aux discussions du Conseil sur les ADPIC. Ils ont fait valoir que cela permettrait de clarifier des questions telles que les implications du protocole de Nagoya pour l'ADPIC, au lieu d'attendre des Membres qu'ils le découvrent eux-mêmes. En l'absence d'un représentant de la CDB, le Japon a informé la session sur le Protocole de Nagoya et sa relation avec les ADPIC. Les Etats-Unis se sont opposés à cette demande. La question a été laissée en suspens.

Sur le protocole de Nagoya, les membres ont aussi abordé des questions de fond, notamment sa relation avec l'Article 27.3 (b), qui couvre la brevetabilité (ou l'exclusion de la brevetabilité) des inventions végétales et animales. De nombreux gouvernements avaient espéré inclure une obligation d'information pour obtenir un brevet d'asile dans le Protocole de Nagoya mais n'ont pas réussi à le faire. En conséquence, plusieurs pays en développement ont réaffirmé leur soutien à une

modification de l'accord sur les ADPIC pour y inclure une obligation d'information - qui punirait l'omission de divulguer par la révocation du brevet. Comme par le passé, ce soutien se heurte à l'opposition de certains pays développés.

L'Argument des pays en développement selon lequel l'obligation de divulgation renforcerait la transparence du processus de délivrance des brevets et découragerait la biopiraterie n'a pas convaincu de nombreux pays développés au premier rang desquels les Etats-Unis. Selon ce dernier, cette obligation serait trop lourde et pourrait étouffer l'innovation. Au contraire, les Etats-Unis ont supporté la proposition du Canada pour un mécanisme de transparence alternatif qui serait une base de données sur les brevets. Cette question aussi a été laissée en suspens.

Une proposition de modifications plus profonde de l'article 27 s'est aussi posée lors de la réunion. La Bolivie, avec le soutien du Venezuela, a proposé de modifier l'Accord sur les ADPIC pour exclure de la brevetabilité des formes de vie. La Bolivie a fait valoir que la «privatisation de la vie» réduit le développement moral de l'Homme et que ces préoccupations ne doivent pas être évaluées sur la base de la valeur économique». D'autres pays en développement ont exprimé leur intérêt dans l'évaluation de la proposition de la Bolivie, mais ne l'ont pas vraiment endossé. La Suisse et les Etats-Unis ont fait valoir que les brevets ne s'appliquent qu'aux nouvelles inventions commerciales et que la vie en tant que telle ne saurait faire l'objet d'un brevet, même avec les règles actuelles.

#### *Discussion sur le « paragraphe 6 »*

Les discussions ont aussi porté sur l'accès aux médicaments essentiels pour les pays n'ayant pas de capacité de fabrication de génériques. Cette problématique est au cœur des préoccupations de nombreux pays en développement. L'accès aux médicaments essentiels est un enjeu de santé publique défendu à l'OMC par les pays en développement, en particulier ceux qui font face à des problèmes santé sans avoir les moyens de

fabriquer eux-mêmes les médicaments destinés à leurs malades. Un système avait alors été convenu, suite à d'âpres négociations, pour permettre la fabrication de médicaments génériques sous licence obligatoire destinés essentiellement à l'exportation vers les pays qui en émettent la demande. C'était tout le sens du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha. Sa mise en œuvre avait cependant été critiquée du fait de sa complexité et des critères qu'il requiert pour l'importation. Si bien que cette flexibilité a été peu utilisée par les pays en développement. Seul le Rwanda a pu l'utiliser une fois pour importer des médicaments du Canada contre de Sida. La question en débat est donc de savoir pourquoi un mécanisme aussi utile est si peu utilisé ?

Sources : OMC, Notes Enda et ICTSD.

## **SUR LE FIL**

### **IV<sup>ème</sup> Sommet des Nations-Unies pour les PMA : Des divergences apparaissent dans les négociations vers Istanbul**

La phase préparatoire du IV<sup>ème</sup> Sommet de l'ONU sur les Pays les Moins Avancés (PMA) prévu du 9 au 13 Mai 2011 à Istanbul, en Turquie, laisse déjà apparaître des divergences entre les Membres. Dans les négociations préliminaires autour de l'Accord qui sera adopté à Istanbul, les gouvernements divergent sur des questions aussi fondamentales que les objectifs du Sommet, ses résultats généraux, les arrangements institutionnels ainsi que la façon dont les accords seront suivis et évalués.

Après celle de Bruxelles en 2001, la Conférence d'Istanbul aura pour tâches, entre autres : i) d'évaluer entièrement le programme d'action pour les PMA (pays les moins avancés) et leurs partenaires au développement pour la décennie 2001-2010 adopté à Bruxelles en 2001 ; ii) d'identifier les obstacles et contraintes auxquels font face les PMA ; iii) réaffirmer l'engagement de la communauté internationale à prendre en charge

les besoins particuliers des PMA élaborés aux Conférences et Sommets majeurs des Nations Unies.

A deux mois de la Conférence, le Comité intergouvernemental établi au siège de l'ONU à New York a accéléré ses travaux. De nombreux pays ont formulé et présenté des propositions. C'est le cas des Etats-Unis, UE, Japon, Suisse et d'un groupe de pays composé du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, ainsi que des certains PMA. Ces propositions constituent l'ossature de l'article en gestation et qui sera conclu à Istanbul.

La route menant à la Conférence ainsi que la Conférence elle-même seront sûrement marquées par de chaudes empoignades. Les PMA, soutenus par quelques pays développés et la société civile internationale comptent bien appeler le monde développé à tenir ses engagements pour que le IV sommet ne connaisse pas le même sort que les précédents.

Le bilan de ces dernières années est en effet médiocre pour les PMA. La catégorie a été créée en 1971. Le premier sommet qui lui a été consacré s'est tenu en 1981. Depuis, le nombre des PMA est passé de 25 à 48. Seuls trois pays, le Botswana en 1994, le Cap-Vert en 2007 et les Maldives prévu pour 2011 sont sortis de la catégorie.

La qualification dans la catégorie des PMA est basée sur des critères tels que la faiblesse du revenu (inférieur à 745 dollars par personne et par an), la faiblesse des ressources humaines (mesurée par des indicateurs de la nutrition, la mortalité infantile, de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes), et une forte vulnérabilité économique (mesurée par la taille de la population, l'éloignement, la diversité des produits exportés, la part de l'agriculture) entre autres.

En dépit des efforts consentis ces dernières années, la plupart des PMA n'ont pas su profiter des périodes de croissance économique pour réduire la pauvreté du fait de leur incapacité à répartir les fruits de la croissance. Ils sont donc restés vulnérables et dépourvus de moyens adéquats de réponse aux chocs exogènes. C'est pourquoi nombre d'entre eux ont été durement

éprouvés par les crises économiques, financières et alimentaires de 2008 et 2009. Aujourd'hui, les observateurs les plus avertis estiment qu'il est peu probable que les PMA atteignent les Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux liés l'accès à l'eau et à la santé

La conférence d'Istanbul devrait donc être une bonne occasion pour agir autrement en adoptant un cadre international qui favorise la transformation structurelle et durable des économies des PMA et de rendre possible leur graduation rapide. Les débats en cours dans cette phase préparatoire portent sur le commerce, le financement du développement, l'investissement, les effets de la crise alimentaire et économique et l'identification de stratégies visant à favoriser la résilience économique et social aux chocs futurs, ainsi que les défis posés par le changement climatique.

Sur le commerce, les discussions sont centrées sur les propositions relatives à l'accès au marché sans droits ni contingents en faveur des PMA, sur l'aide au commerce (APC) et la coopération régionale. Sécuriser l'accès sans restriction au marché pour leurs exportations a été une priorité majeure pour certains gouvernements des PMA. C'est le cas en particulier pour les PMA asiatiques vis-à-vis du marché américain, où ils ne bénéficient pas de préférences, contrairement aux PMA africain auxquels Washington accorde des préférences dans le cadre de l'AGOA.

La question de l'accès au marché sans droits ni quotas pour les PMA est prévu par l'Accord de Hong Kong en 2005. Mais le texte final ne répondait pas aux attentes des PMA. Loin « d'engager » immédiatement les pays développés, il dit que ceux-ci « devront » accorder l'accès à leurs marchés. Pour les grands pays en développement dont certains sont en mesure d'accorder aux PMA les mêmes avantages, l'accord affirme que seuls les pays « se déclarant en mesure de le faire devraient » accorder l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour tous les PMA. La prévisibilité exigée par les PMA n'a pas non plus été obtenue car l'accès aux marchés n'est pas octroyé de manière permanente mais « sur une base durable ». Concernant en fin la portée de cette offre, elle ne serait pas universelle mais équivaldrait à 97% des produits. De

nombreux PMA, dont le Bangladesh, s'étaient alors plaints, arguant que ces 3% exclus pouvaient concerner l'essentiel des produits d'exportation sur lesquels ils sont compétitifs.

Dans leurs propositions soumises en janvier au Comité préparatoire, l'Union européenne et les pays réunis sous le sigle de CANZ (Canada, Australie et Nouvelle Zélande) ont plaidé pour un accès sans droits ni quotas pour tous les produits des PMA. Ces pays accordent déjà un accès illimité, ou presque, aux PMA. En revanche, le Japon s'engage simplement à «faire le meilleur effort» pour accorder un tel accès. Les États-Unis, quant à eux, ne mentionnent pas l'accès en franchise de droits et sans contingent dans ses propositions.

En ce qui concerne l'Aide pour le commerce, les PMA ont appelé à une augmentation significative de l'aide pour améliorer leur compétitivité commerciale. L'augmentation de cette aide devrait les aider à résoudre leurs problèmes d'infrastructure et d'autres contraintes de l'offre. C'est pourquoi, ils estiment que l'aide devrait aller au-delà des flux déjà prévus d'aide publique au développement (APD). Jusqu'à présent, le projet de texte pour Istanbul ne reflète pas cette demande de l'additionnalité. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont suggéré la mise en œuvre de l'aide au commerce d'une manière compatible avec les engagements des donateurs et les besoins des bénéficiaires. L'UE a souligné que l'aide pour le commerce doit être davantage prise en considération dans la planification des bénéficiaires au niveau national.

*Sources : Notes ICTSD ; Notes ENDA; CNUCED*

---

## L'agro-écologie pour nourrir la planète

Olivier Schuter a proposé d'investir dans l'agro-écologie pour la réalisation du Droit à l'alimentation. Dans son rapport présenté à la 16<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme tenue le 8 mars 2011, il a fait un plaidoyer pour l'agro-écologie, en démontrant comment on pourrait arriver à faire du Droit à l'alimentation une réalité à travers cette nouvelle forme d'agriculture.

En effet, la crise alimentaire que le monde a connue durant ces trois dernières années a suscité beaucoup de réflexions mais aussi d'actions sur le futur du droit à l'alimentation. Une des solutions les plus en vue est l'investissement ou le réinvestissement dans l'agriculture. Il est aujourd'hui admis que la réalisation concrète du droit à l'alimentation serait fortement tributaire des investissements qui seront faits dans ce domaine.

S'il est accepté que réinvestir dans l'agriculture est capital, le comment de cela ne fait pas l'objet d'unanimité. C'est ainsi que Mr Schuter propose un certain nombre de solutions qui tourne autour de l'agroécologie.

Cette question pose la problématique relative aux politiques agricoles aussi bien dans le Nord que dans le Sud.

L'agroécologie doit donc être considérée selon Mr Schuter comme une solution durable. Elle offre des avantages qui peuvent compléter ceux qui découlent de méthodes conventionnelles mieux connues comme la culture de variétés à haut rendement.

De plus, elle contribue de manière importante au développement économique dans son ensemble.

Dans son rapport, Mr Schuter soutient que l'agroécologie présente des aspects permettant de lutter contre la faim dans le monde. Il en est ainsi de la disponibilité, puisqu'elle permet d'accroître la productivité au niveau local. Elle permet aussi de réduire la pauvreté rurale, contribue à améliorer la nutrition et facilite l'adaptation au changement climatique. Ainsi, cette forme d'agriculture est présentée comme « un mode de développement agricole qui n'entretient pas seulement des liens conceptuels solides avec le droit à l'alimentation mais qui a aussi produit des résultats avérés, permettant d'accomplir des progrès rapides dans la concrétisation de ce droit fondamental pour de nombreux groupes vulnérables dans différents pays et environnements. »

Pour que l'agroécologie puisse atteindre les objectifs de nourrir la planète, Mr Schuter soulève quatre actions à mener :



- 1) Accorder la priorité aux biens publics plutôt que de se borner à subventionner les intrants,
- 2) Investir dans le savoir en réinvestissant dans la recherche agricole et les services de vulgarisation
- 3) Renforcer la cohésion sociale par la co-construction, et en investissant dans des formes d'organisation sociale qui encouragent les partenariats, notamment la création de réseaux d'innovation reliant des fermes-écoles et des organisations d'agriculteurs
- 4) Autonomiser les femmes
- 5) Organiser les marchés. Cela passe par la création d'un environnement macroéconomique favorable, notamment en reliant les exploitations agricoles durables à des marchés équitables.

*Source : rapport d'Oliver Schuter sur le droit à l'alimentation, Note ENDA :*

## NOUVELLES REGIONALES

### L'UE appuie la CEDEAO pour la mise en place d'un marché commun

L'UE vient de poser un acte concret pour soutenir la CEDEAO dans la construction d'un marché commun. Depuis de longues années la CEDEAO fait de la construction d'un marché commun l'un de ses principaux objectifs. L'UE s'est toujours présentée comme un partenaire pour la réalisation de cet objectif. Cela est d'autant plus important que la CEDEAO et au delà toute l'Afrique de l'Ouest fait de la mise en place d'un marché commun une condition à la signature d'un Accord de partenariat économique.

Le soutien de l'UE commence à prendre forme. En effet, elle vient de financer la première phase d'un projet transfrontalier en ce sens. Ce projet lancé la fin de la semaine dernière dans les enceintes de la chambre de commerce et d'industrie de Monrovia devant le Vice-président du Libéria, Joseph Nyuma Boakai, devra durer six mois. Le projet, qui sera piloté par la fondation Better Future basée au Libéria, comportera un séminaire ciblant 550 femmes commerçantes et 300 fonctionnaires. Les agents transfrontaliers qu'il faudra former seront chargés de faire respecter la loi. Il s'agit d'agents des ports maritimes et de la police urbaine, de

fonctionnaires de l'immigration, de douaniers, d'inspecteurs du commerce, d'agents affectés à la lutte contre le trafic de drogue et de gardes forestiers.

La formation de ces agents est capitale dans la libre circulation des biens et des personnes. En effet, les acteurs du commerce intra régional ont toujours dénoncé les tracasseries dont ils sont victimes. Ces pratiques anormales sont le plus souvent faites par ces agents. Les sensibiliser constitue dès lors un impératif pour la région qui aspire à devenir une zone sans frontières entre ces membres.

Cette première phase de la formation sera suivie par une seconde qui commencera immédiatement à l'issue de la première et une évaluation d'impact globale sera effectuée ensuite. L'Afrique de l'Ouest fait de l'intégration une priorité et le volet échanges est crucial et peut être un élément d'impulsion de toute la dynamique dans ses autres aspects.

*Source: Africa review, note ENDA*

## EVENEMENTS

OMC : [www.wto.org](http://www.wto.org)

**17 - Mars, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles – Accords commerciaux régionaux**

**18 - Mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des services – Session extraordinaire**

**21 – Mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises**

**24 – 25 – Mars, OMC, Genève, Comité des obstacles techniques au commerce**

**25 – Mars, OMC, Genève, Organe de règlement des différends**

**30 – 31 Mars, OMC, Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**31 Mars, OMC, Genève, Comité agriculture**

**Hors OMC**

**14-17 mars, Bruxelles, Belgique, Groupe des Etats ACP**, 23<sup>ème</sup> session de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP.

17- 18 mars Bruxelles, Belgique, Conseil de l'agriculture et de la pêche,

**30 – 31 Mars, Palais des congrès, Nations Unies, Genève**, Réunion, ad oc des experts sur la facilitation des échanges et les accords commerciaux régionaux.

## PUBLICATIONS

**Différends entre investisseurs et État: Prévention et modes de règlement autres que l'arbitrage** Études de la CNUCED sur les politiques d'investissement international au service du développement, NATIONS UNIES, New York et Genève, 2010

**Résolution du Parlement européen du 8 mars 2011 sur l'agriculture de l'Union européenne et le commerce international** ([2010/2110\(INI\)](#))

**Survie et rétablissement des relations commerciales après les crises bancaires**, OMC; [www.wto.org](http://www.wto.org)

**Modèle belge du traitement de l'investissement : revue**, Nathalie Bernasconi-Osterwalder, Lise Johnson, 2011. [www.iisd.org/publication](http://www.iisd.org/publication)